

Actions citoyennes 2020

La crise sanitaire que nous traversons a montré notamment :

- la pertinence des circuits courts, de la consommation de produits locaux
- l'importance des services publics
- l'urgence d'une réflexion commune sur la défense de l'environnement, des libertés individuelles et nous a amenés à exercer notre vigilance citoyenne en dénonçant :

Les traités de libre échange

« Afin de sensibiliser sur les conséquences néfastes du TAFTA, du CETA, du Mercosur et de bien d'autres accords de libéralisation du commerce et de l'investissement (Singapour, Vietnam, Japon, Corée etc). Nous devons redoubler d'efforts pour obtenir des décisions à la hauteur des enjeux : abandonner la négociation et la ratification de ces accords, mettre fin à l'impunité des multinationales, revoir en profondeur la politique commerciale européenne pour garantir les droits de toutes les citoyennes et la protection de la planète, et agir en faveur d'une "relocalisation écologique et solidaire» <https://www.collectifstopafta>

- Nous vous avons adressé le **Communiqué de presse du collectif national Stop CETA Mercosur**

« C'est ce lundi 9 novembre que les ministres du commerce des pays de l'UE, réunis en vidéoconférence, devaient enclencher le processus de ratification de l'accord de libéralisation du commerce entre l'UE et les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay). Cela n'est pas le cas : alors que la présidence allemande de l'UE en avait fait une priorité, aucun vote n'a eu lieu en raison des trop vives oppositions exprimées dans de nombreux pays. C'est une première victoire qui en appelle d'autres.

C'est une première victoire pour les organisations de la société civile qui ne cessent d'alerter l'opinion publique et les gouvernements sur les dangers sociaux, écologiques, sanitaires et même de droits humains que porte l'accord UE-Mercosur. Rien que durant cette semaine (2-9 novembre), près de 100 000 messages ont été envoyés à Emmanuel Macron, et aux ministres Jean-Yves Le Drian, Franck Riester, Clément Beaune et Julien Denormandie pour les exhorter à prendre les dispositions nécessaires pour obtenir l'abandon de l'accord UE-Mercosur à Bruxelles . »

<https://www.collectifstopafta.org/accord-ue-mercocur/article/vers-une-premiere-victoire-contre-l-accord-ue-mercocur>

- Nous avons relayé un appel du **Collectif Stop Tafta** afin de vous inviter à signer une pétition européenne pour que l'U.E. et la France sortent du traité sur la charte de l'énergie, traité obsolète, dangereux et climaticide.

[Signez la pétition : l'UE et la France doivent sortir du Traité sur la charte de l'énergie, ce Traité qui protège les pollueurs \(collectifstopafta.org\)](#)

L'industrialisation dans le secteur de l'élevage

Un troisième épisode d'épizootie aviaire frappe le territoire français, les grands opérateurs économiques proposent de conforter la voie de l'industrialisation. Ils réclament un nouveau « plan bâtiments » (à grand renfort de subventions publiques) et la suppression de la dérogation « plein air » obtenue grâce à la mobilisation citoyenne en 2017* (*pétition pour l'élevage en plein air toute l'année*). « Le plein air apporte du bien-être aux animaux, répond aux attentes de qualité des produits et des paysages. Il contribue également à l'équilibre social, économique et environnemental de systèmes d'élevage autonomes qui privilégient la main d'œuvre. L'élevage de volailles claustrées en bâtiment va à l'encontre de ces objectifs ».

Les petits élevages de volaille sont mis à mal et risquent de disparaître! Nous avons relayé cet appel pour exprimer notre solidarité en signant la pétition mentionnée ci-dessous !

- Terre Active a apporté son soutien aux éleveurs locaux en relayant leur appel et en signant leur pétition mentionnée ci-dessous !

[Pétition : Pour l'élevage de volailles en plein air toute l'année \(mesopinions.com\)](#)

Festival AlimenTerre 2020

Plus de 800 millions de personnes dans le monde, soit 1 personne sur 9, principalement des ruraux, souffrent de la faim. Il s'agit pour moitié de paysannes et de paysans. La majorité vit en Asie. En Afrique, 1 personne sur 5 est sous-alimentée et en Europe la faim réapparaît. Parallèlement, les taux de surpoids et d'obésité s'accroissent .

La pauvreté, les conflits, l'accaparement des terres, l'insécurité, les discriminations de genre, l'accès inégal aux moyens de production (terre, eau, semences, stockage, crédit etc.) et les dérèglements du climat engendrent la faim et la malnutrition.

Pourtant la production agricole peut être suffisante pour nourrir les 9 milliards d'habitants de la planète à l'horizon 2050. Encore faut-il des politiques volontaristes qui encouragent les productions locales et les marchés régionaux. Or, on constate plutôt un désengagement des États et la diffusion du modèle agro-industriel dominé par les multinationales, déstabilisant l'agriculture familiale et paysanne.

Les multinationales disposent aujourd'hui d'un pouvoir économique, politique et juridique énorme face aux agriculteurs, aux entreprises locales et aux États. Une production et une distribution de masse standardisées, y compris dans les pays les plus pauvres, exacerbent la faim et la malnutrition et détruisent des emplois. Ce système repose principalement sur la monoculture et la spécialisation ainsi que sur un usage intensif d'intrants chimiques qui dégradent la qualité des aliments et contribuent à l'épuisement des sols et au recul de la biodiversité. Il engendre gaspillage et externalités négatives, économiques, sociales et environnementales, dont le montant est estimé à deux fois le budget de la France. La corruption et l'évasion fiscale provoquent la fuite de ressources qui pourraient financer des politiques agricoles et de coopération durables et solidaires.

La seule issue possible est un changement de modèle de société, plus juste, plus solidaire, avec au cœur la santé de la planète et de ses habitant·e·s.

La projection du film « KEKA WONGAN : notre cacao made in Ebolowa-Cameroun » au cinéma l'Estrade de SABRES, prévue le 05 Novembre 2020 dans le cadre du festival AlimenTerre organisé par le Comité Français de Solidarité Internationale a dû être annulée ainsi que la projection de « Chemins de travers » prévue le même jour en soirée.

AlimenTerre c'est aussi sur le net : en vous rendant sur Youtube vous pouvez visionner le film Keka Wongan :

<https://www.youtube.com/watch?v=EYT6iA0NCAk>

ou la bande annonce "Chemin de travers" :

<https://www.youtube.com/watch?Ua5c8Dlv4s>

Le Projet de loi "Sécurité globale"

- Il aura des conséquences lourdes sur nos libertés individuelles et sur les possibilités d'action de nos associations.

Son article 24 cherche à dissuader tout citoyen de filmer l'action de la police, ce qui entraverait la liberté d'informer et d'être informé et rendrait encore plus invisibles les violences policières. L'ensemble de la loi élargit de manière indiscriminée les pouvoirs de surveillance de la police, en généralisant l'usage des drones et de caméras-piétons, dispositifs pouvant être reliés à des logiciels de reconnaissance faciale qui annihilent toute notion de vie privée dans l'espace public. Le Schéma national de maintien de l'ordre (SNMO) du 16 septembre, dont la coordination demande sa suppression, assimile les journalistes à des manifestants.

A l'appel du Comité Landais « Défendons nos Libertés », nous vous avons sollicité pour participer aux manifestations départementales pour la sauvegarde de nos libertés fondamentales et pour le refus des politiques sécuritaires.

Le management hospitalier

Il est temps de remettre en question le management hospitalier qui a rendu l'hôpital si peu hospitalier pour les malades comme pour les personnels. La qualité du travail des soignants se dégrade avec l'intensification des rythmes et de la charge de travail, la réaffectation des personnels, le non-remplacement, etc.

Nous avons appelé à participer aux mobilisations du personnel des secteurs de la santé, du Médico-social et du Social à Mont de Marsan ou à Dax pour exiger ensemble un service public de qualité et leur apporter notre soutien.

Actions du collectif ACC40 (Alerte Compteurs Communicants)

La situation sanitaire que nous vivons a eu raison des dernières velléités de combat du collectif ACC40 : les rares réunions ont été désertées, les appels à soutien infructueux.

Le collectif ACC40 associé à un collectif « stop Linky » basque soutient quelques 200 opposants qui demandent la reconnaissance de leurs droits élémentaires de consommateur auprès du tribunal de grande instance de Tarbes, face à la société ENEDIS. Les plaignants ont été déboutés et la plupart d'entre eux ont fait appel du jugement.

Un incident malheureux a eu lieu à St Paul Les Dax entre un poseur de compteur et une personne qui refusait la pose du « linky ». Le poseur et la société qui l'emploie, Enedis, ont porté l'affaire en justice. Cette personne, qui a été défendue par un ancien bâtonnier du tribunal de Dax, a refusé tout soutien d'ACC40 lors du procès et toute publicité de cette affaire. Il a été condamné à 5000€ d'amende, de la prison avec sursis et inscription sur son casier judiciaire. Les dons collectés (env 4000€) ont permis d'atténuer la charge.

Les demandes de soutien des particuliers se font très rares, le collectif est en voie de dissolution.

TERRE ACTIVE en 2020, des difficultés liées à la pandémie

Comme de nombreuses associations citoyennes, nous avons dû nous adapter pour garder le lien avec nos partenaires.

Nous n'avons pas pu organiser des temps de manifestations, de rencontres et d'échanges, comme habituellement.

Trois soirées- débat ont été annulées :

- une soirée cinéma-débat prévue avec Marcel Trillat : il devait nous présenter, avant la fin de l'année, son documentaire tourné en 2012 « Des étrangers dans la ville ». Nous avons été profondément attristés d'apprendre sa disparition le 23 septembre 2020.

- Alain Delmas devait intervenir, en tant que syndicaliste, le 27 mars, sur le thème défini avec lui : « La société civile africaine face à ses nombreux défis. Quelles solidarités construire ensemble ? »

- 2 projections envisagées dans le cadre du festival AlimenTerre au cinéma «L'Estrade» de Sabres ont dû être annulées.

De même, nous n'avons pas pu expédier du matériel au Burkina-Faso par conteneur, comme nous l'avons fait les années précédentes.

Nous avons dû annuler le repas des Fêtes de Sabres ainsi que le repas des Automnales.

Pas de « Journée Parrainages » ni de vide-greniers ou de ventes sur plusieurs marchés.

Toutefois, nous avons pu organiser la tenue de 6 conseils d'administration, garder le lien avec nos parrains et nos adhérents, être présents sur le marché de Morcenx au mois de juin et au marché solidaire de Dax durant trois lundis du mois d'août.

En décembre, nous avons mis en vente des produits artisanaux en ligne sur notre site et sur Facebook, et en dépôt vente chez Michel B.